

**REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE
ARRETE DE POLICE PORTANT
REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION**

LE MAIRE DE SAINT SYMPHORIEN D'OZON

- VU le code de la route,
VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L2213-1 et L2213-2,
VU les pouvoirs de police du Maire en matière de circulation,

CONSIDERANT la fréquence des interventions de l'entreprise SPIE CityNetworks pour la maintenance de l'éclairage public.

A R R E T E

ARTICLE 1 :

L'entreprise SPIE CityNetworks représentée par madame Amira ESSID, amira.essid@spic.com – Tél : 04.72.09.03.88 – 6rue de Provence – 6800 SAINT PRIEST, est autorisée à effectuer des travaux de maintenance de l'éclairage public d'une durée inférieure à 48h00, en respect des prescriptions suivantes :

- Les empiétements sur chaussée, les suppressions de voies et toutes restrictions sur sections courantes ne devront se faire qu'à l'aide d'une signalisation réglementaire.

ARTICLE 2 :

Ce présent arrêté est valable à compter du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.

ARTICLE 3 :

Monsieur Le Maire ainsi que les agents de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie.

ARTICLE 4 :

Ampliation du Présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la Région Rhône-Alpes,
- Monsieur le Major, commandant la Brigade de Gendarmerie de Saint Symphorien d'Ozon,
- Madame le Lieutenant, commandant le corps de sapeurs-pompiers de Saint Symphorien d'Ozon,
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de la Police Municipale,
- Madame Marion MATTIUZZO responsable du Pôle Services Techniques,
- L'entreprise SPIE CityNetworks
- et tous les agents de la force publique chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Saint Symphorien d'Ozon
Le 16 Décembre 2023



le Maire,

Pierre BALLELIO

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification. Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la subdivision départementale de l'équipement ci-dessus désignée.